

Le PS accuse le cdH de politiser les allocations familiales

Éconduit au Parlement, le Parti socialiste espère convaincre le cdH d'accepter en gouvernement son projet de suppression de la télé-redevance. Un énième épisode qui s'annonce «mission impossible» mais pour lequel les socialistes

fourbissent leurs armes pour se livrer à un dernier marchandage en échange de leur feu vert sur la réforme des allocations familiales. Le PS pourrait ainsi fermer les yeux sur un dépassement budgétaire de la réforme, depuis le projet initial présenté le 9 février. Le PS accuse aussi le cdH de vouloir politi-

ser la Caisse d'allocation de Wallonie en dérogeant au code de la fonction publique. «Le cdH prône une dépolitisation de l'administration et il fait exactement l'inverse en privilégiant une nomination politique.» Faux, assure Maxime Prévot qui fustige une dernière manœuvre socialiste. **P. 5**

Le PS accuse le cdH de pousser une nomination politique

PS et cdH vont examiner la réforme des allocations familiales jeudi. Le PS accuse le cdH de vouloir politiser la future Caisse des allocations familiales. Faux, répond Maxime Prévot.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Le PS n'a pas encore dit son dernier mot. Par la porte ou par la fenêtre, les socialistes vont tenter jusqu'au bout d'imposer leur projet de suppression de la télé-redevance en Wallonie. En séance plénière au Parlement mercredi, ils auraient presque pu réussir avec la complicité involontaire du... cdH.

Pour bien comprendre ce nouveau vaudeville entre les anciens mariés, il faut reprendre le déroulé de la journée depuis le début. Rendez-vous était pris pour les députés à 9 heures. À l'heure où la nouvelle majorité MR et cdH va devoir se compter pour obtenir une majorité alternative de 38 députés dans un Parlement composé de 75 membres dont un bloc de 30 socialistes, les humanistes se sont présentés en rangs dispersés. Si bien que sans un coup de main du président cdH du Parlement, visant

à permettre à certains centristes de rejoindre l'assemblée avant les votes, le PS aurait pu réussir son coup.

L'histoire s'est terminée par un deuxième enterrement pour le projet de suppression de télé-redevance non sans avoir provoqué l'irritation, côté libéral, où certains se posent la question de la fiabilité du partenaire humaniste. On pointe ainsi la volte-face d'une députée cdH mardi qui a apporté son soutien à une proposition de décret Ecolo soutenue par le PS.

Mais laissons ces crises dans le ménage MR-cdH pour plus tard.

L'épisode parlementaire, définitivement clôt avec cette dernière séance avant les vacances, le PS devrait tenter le coup en gouvernement ce jeudi. Avec d'autres arguments. «On a de quoi les déstabiliser sur leur dossier sur les allocations familiales», assure un socialiste.

Si les ministres PS Paul Magnette et Christophe Lacroix ont annoncé officiellement qu'ils ne bloqueraient pas le projet de décret sur les allocations familiales sur lequel le gouvernement a eu un accord le 9 février, en coulisses, certains socialistes fourbissaient leurs armes mercredi soir pour se livrer à un dernier marchandage

contre un accord sur la suppression de la télé-redevance.

Dépassement du budget

Depuis l'approbation du projet initial de réforme des allocations familiales, le cabinet du ministre Maxime Prévot (cdH) a procédé à de nouvelles estimations et constate un dépassement du budget initial. On parle de 18 millions de dérapage en 2019 et 30 millions en 2021. Même si la faute est imputable à une erreur de calcul au Fédéral et représente une goutte d'eau dans un budget de plus de 2 milliards, le PS n'entend pas fermer les yeux sur ce nouvel élément. «Le cdH nous bloque sur la télé-redevance pour 20 millions et on devrait s'écraser sur leur dérapage. Il n'y a pas de raison qu'on leur fasse ce cadeau. Si on donne notre feu vert sur les allocations, ils doivent accepter la télé-redevance», estime un expert socialiste.

Les socialistes rigolent aussi à la lecture du décret. «Le cdH prône aujourd'hui un renouveau de la gouvernance et une dépolitisation de l'administration, et il fait exactement l'inverse en privilégiant une nomination politique à la tête de la Caisse d'allocation wallonne», assure un socialiste.

Dérogation

Le texte déposé par le cdH prévoit une «*dérogation au code de la fonction publique wallonne*» pour la nomination du futur directeur général de la Caisse d'allocation. Concrètement, le cdH veut passer outre le recrutement au sein de l'école de management public mise en place par la Wallonie. Il n'est pas non plus prévu de lancer un examen via le Selor. Si

une procédure de sélection rigoureuse est prévue, la décision finale reviendra au ministre. *«Le cdH déroge complètement au code de la fonction publique en privilégiant une nomination du directeur par le gouvernement.»*

Faux, assure Maxime Prévot. *«Il faut arrêter de voir le mal partout. Cette dérogation est prévue pour la première nomination afin d'ouvrir le jeu aux agents de Famifed (Fédéral) qui connais-*

sent la compétence mais qui ne font pas partie du pool de recrutement de la Région. En plus, nous avons personne à placer.» Bonjour l'ambiance.

«Le cdH prône la bonne gouvernance et privilégie une nomination politique.»

UN SOCIALISTE